



Schweizerischer Bankpersonalverband
Association suisse des employés de banque
Associazione svizzera degli impiegati di banca

Communiqué de presse

Zurich, le 18 mars 2025

Deux ans après l'effondrement de Credit Suisse

La Suisse a besoin d'une grande banque internationale

Credit Suisse a été entièrement intégré à UBS et disparaît avec le temps en tant que marque et en tant que nom. Toutefois, les milliers de collaborateurs qui ont travaillé pendant de nombreuses années avec passion et engagement pour Credit Suisse sont toujours là. Le débat actuel sur l'avenir de la place financière suisse concerne également les 100 000 employés de banque de Suisse.

Credit Suisse a été repris par UBS il y a deux ans, le 19 mars 2023. Et les principaux responsables de CS n'ont toujours pas eu à rendre des comptes pour leur négligence. Afin d'éviter que cela se reproduise, l'Association suisse des employés de banque exige une nouvelle règle pénale pour les cadres supérieurs qui provoquent le naufrage d'une banque.

Il s'agit de valeurs suisses

Et que propose la CEP ? Après 18 mois et 5 millions de frais, la CEP demande que la majorité du conseil d'administration d'UBS ait vécu 10 ans en Suisse. Or, le président de longue date du CA de Credit Suisse a vécu en Suisse bien plus longtemps.

En fait, il s'agit beaucoup plus d'une question de valeurs que de nationalité. « *«UBS doit rester une banque suisse, elle doit incarner et vivre les valeurs suisses. La tradition d'un partenariat social sain, qui prévaut depuis plusieurs dizaines d'années, en fait partie. Même en cas de divergences d'opinion, nous devons nous mettre d'accord, dans l'intérêt des collaborateurs.»* (communiqué de presse de l'ASEB, 31 août 2023).

Au cours des deux dernières années, UBS a montré qu'elle était attachée à ces valeurs et qu'elle les fait vivre. Elle s'efforce de maintenir le nombre de licenciements le plus bas possible et de les échelonner sur plusieurs années. De plus, grâce à l'engagement de l'ASEB, le processus est rendu transparent vis-à-vis des partenaires sociaux, et tous les collaborateurs de Credit Suisse et d'UBS en Suisse font l'objet du même plan social. L'Association suisse des employés de banque salue en outre les mesures de protection spécifiques demandées par l'ASEB pour les collaborateurs plus âgés.

Rapport de la CEP : à part les frais, rien d'autre ?



Schweizerischer Bankpersonalverband
Association suisse des employés de banque
Associazione svizzera degli impiegati di banca

Mais le rapport de la CEP est globalement une grande déception. Pour l'ASEB, on devrait attendre de nos autorités et de nos politiques qu'ils appliquent les mêmes valeurs et principes. Mais ils ont détourné les yeux jusqu'à la fin de l'effondrement de Credit Suisse. Pendant des années, la FINMA a laissé Credit Suisse travailler avec des fonds propres moins importants que ceux exigés par la réglementation. La FINMA et le Conseil fédéral ont permis que les hauts dirigeants de Credit Suisse mènent la grande banque dans le mur, mettant ainsi en danger des milliers d'emplois. Même si la responsabilité incombe finalement aux cadres supérieurs de Credit Suisse, la défaillance, surtout de la FINMA, doit avoir des conséquences personnelles.

Mais pour la CEP, il n'y a pas de raison d'aller avec les autorités de surveillance devant le tribunal, d'identifier les responsabilités et d'exiger des conséquences. L'intégrité des employés de banque est contrôlée, et ils perdent leur travail en cas de fautes. Qu'en est-il de la FINMA ? L'Association suisse des employés de banque demande toujours la démission de la présidente de la FINMA.

Le jeu dangereux de la politique

Après la session extraordinaire d'avril 2023, l'ASEB a pris connaissance des critiques persistantes visant les grandes banques. Il était important d'entendre que toutes les parties ont clairement indiqué que les collaborateurs de Credit Suisse ne sont pas responsables de cette débâcle. Mais à cette époque, l'ASEB avertissait déjà quant à une surréglementation : « *Nous ne devons pas évoquer uniquement les chiffres et les lois, mais aussi les personnes. Ces derniers mois ont été difficiles et exigeants pour tous, et en particulier pour les collaborateurs ainsi que pour les commissions du personnel des deux grandes banques. L'ASEB portera un œil critique sur les nouvelles réglementations en reflétant le point de vue des collaborateurs. Il faut une mise en œuvre cohérente des réglementations et non de mauvaises lois.* » (communiqué de presse de l'ASEB, 31 août 2023)

Cet avertissement de l'ASEB était tout à fait justifié. Deux ans plus tard, la nécessité d'une grande banque internationale en Suisse fait débat. Dans ces discussions, le fait qu'il s'agit aussi de milliers d'emplois est occulté.

La place financière suisse a une importance majeure pour le marché du travail suisse et pour notre société. Son développement a des répercussions sur l'ensemble de notre économie et donc sur l'emploi dans notre pays. Pour l'ASEB, il ne fait aucun doute que la Suisse a besoin d'une grande banque active au niveau international.

C'est pourquoi elle encourage la sphère politique à mener la discussion de manière plus mesurée. Pour l'ASEB, il est clair que les collaborateurs et les emplois doivent être au cœur de ce débat.

La surveillance doit être plus efficace !



Tout le monde est d'accord : ce qui s'est passé avec Credit Suisse ne doit jamais se reproduire. Ce sont des instruments efficaces supplémentaires qui sont nécessaires, et non une discussion superficielle pour déterminer si la Suisse a besoin d'une grande banque :

1. Les actes irresponsables des cadres supérieurs ne doivent pas être rentables. Il faut des responsabilités claires et une responsabilité personnelle pour les cadres supérieurs des banques. En outre, l'Association suisse des employés de banque exige une norme pénale propre pour les cadres supérieurs des banques.
2. Les instruments des autorités de surveillance doivent être adaptés aux standards anglo-saxons. Il est inacceptable que la surveillance reste largement impuissante par rapport aux États-Unis. Même les salaires et les bonus très élevés des cadres supérieurs sont toujours comparés avec ce qui se passe aux États-Unis.
3. Mais le point le plus important est la mise en œuvre de mesures par la surveillance : nous avons besoin d'autorités qui assument leurs responsabilités et ne se laissent pas intimider par les cadres supérieurs. Les instruments à disposition doivent être appliqués systématiquement et le Conseil fédéral doit les mettre en œuvre.

Association suisse des employés de banque

L'Association suisse des employés de banque (ASEB) porte depuis plus de 100 ans la voix des collaborateurs du monde bancaire et financier en Suisse. Elle s'engage en faveur de l'amélioration constante des conditions de travail. C'est un partenaire social reconnu dans la branche et elle est signataire des conventions collectives de travail CPB et CSTT.

Partenariat social opérationnel chez UBS en Suisse

Le personnel bancaire suisse est un partenaire social externe d'UBS et soutient la représentation interne du personnel. Toutes nos revendications ont été reprises lors de la fusion de Credit Suisse et UBS :

- maintien du plus grand nombre possible d'emplois en Suisse ;
- processus d'intégration et égalité de traitement équitables et transparents ;
- plan social commun et extension des prestations ;
- partenariat social contraignant et renforcé.